



Nazis, contre-insurrection, djihadistes

Sur le développement
de la doctrine de guerre spéciale
des États-Unis et de l'OTAN

Nikolaus Brauns, janvier 2022



Brochure originale : Nazis, Kontras, Dschihadisten. Zur Entwicklung der Spezialkriegsdoktrin der USA und NATO

Disponibile sur : <https://www.aufbau.org/wp-content/uploads/2022/01/Zur-Entwicklung-der-Spezialkriegsdoktrin-der-USA-und-NATO-Januar-2022.pdf>

Traduction en français par Serhildan.
Novembre 2022.



revolutionärer

AUFBAU

Widerstandsvernetzung Zürich
2022



La guerre spéciale

La guerre spéciale est un concept développé par les États-Unis et l'OTAN – l'alliance militaire dominée par Washington – après la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la Guerre froide et de la décolonisation. L'objectif était de combattre les guérillas socialistes et les mouvements de libération nationale, de déstabiliser les gouvernements anti-impérialistes progressistes et d'empêcher l'expansion de l'influence communiste.

Techniquement, il s'agit d'une guerre non conventionnelle, par opposition aux guerres conventionnelles dans lesquelles s'affrontent des armées régulières d'États-nations. Un manuel des forces spéciales de l'armée américaine datant de 2008 parle à ce sujet d'« opérations menées par, avec ou via des forces irrégulières en soutien à un mouvement de résistance, à une insurrection ou à des opérations militaires conventionnelles » (1). Depuis les années 60, les militaires américains et de l'OTAN utilisent le terme de counterinsurgency (contre-insurrection) comme synonyme de la guerre spéciale. Il s'agit d'un « mélange d'efforts civils et militaires de grande envergure visant à endiguer l'insurrection tout en attaquant ses causes profondes »(2). Là où une organisation révolutionnaire cherche à se mouvoir dans le peuple « comme le poisson dans l'eau » (Mao Tsetung), la counterinsurgency vise en premier lieu les « cœurs et les esprits » de la population afin d'isoler les insurgées. La guerre spéciale consiste donc en une combinaison de moyens militaires et politiques, avec une forte composante psychologique. La violence, sous de multiples formes, est toutefois centrale. « Depuis la Seconde Guerre mondiale, les assassinats, le sabotage, les enlèvements, la torture, le renversement de gouvernements étrangers et d'autres activités terroristes constituent une partie organique de notre politique de défense nationale. Cela a toujours été présenté comme une nécessité pour combattre les mouvements insurrectionnels communistes et, plus récemment, le terrorisme – comme la seule réponse efficace à la barbarie attribuée ou projetée sur nos ennemis, qu'il s'agisse des sandinistes ou de l'OLP »(3), écrit Michael McClintock dans son étude de 1992 sur la doctrine de contre-insurrection des États-Unis.

Les États-Unis ont appris les tactiques et les méthodes de la guerre non-conventionnelle de leur propre expérience de soutien aux mouvements partisans dans les pays occupés par les nazis et le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, de la pratique de leurs alliés britanniques et français dans les guerres coloniales comme en Algérie – et surtout de leurs

anciens adversaires fascistes !

« La doctrine américaine de la guerre spéciale s'inspirera considérablement des méthodes utilisées par la Wehrmacht et les SS pour terroriser les populations civiles et, peut-être plus important encore, pour intégrer des groupes locaux dans leur lutte contre la résistance partisane », écrit Michael McClintock(4).

D'anciens officiers de la Wehrmacht nazie et de la Waffen SS, entrés au service de l'armée US-américaine après la fin de la guerre et qui avaient eux-mêmes participé auparavant à des exécutions de masse de civils et à des destructions de villages dans le cadre de la lutte contre les partisans en Union soviétique, en Italie et dans les Balkans, ont ainsi contribué à l'élaboration de manuels militaires américains dans lesquels étaient promues des méthodes terroristes allant de la prise d'otages aux assassinats ciblés pour lutter contre les insurrections et la guérilla.

L'infrastructure de la guerre spéciale a été mise en place dès 1952 avec l'ouverture du Centre de guerre psychologique à Fort Bragg, en Caroline du Nord, qui a ensuite pris le nom de Centre de guerre spéciale (Special Warfare Center). Aujourd'hui encore, Fort Bragg est le centre de formation des Forces spéciales des États-Unis, de leurs partenaires de l'OTAN et d'autres alliés.

A partir des années 60, d'autres centres de formation ont été ouverts aux États-Unis, aux Philippines, à Okinawa au Japon, à Panama et en Allemagne, dans lesquels l'armée américaine et les services secrets de la CIA ont formé des alliés étrangers à la contre-insurrection. L'« École de l'armée des Amériques » notamment, ouverte en 1963 à Fort Gulick, au bord du canal de Panama, était tristement célèbre en tant qu'« école de la torture ». Jusqu'en 1984, 45 000 officiers latino-américains et agents des services secrets de 23 pays y ont été formés par des instructeurs américains aux techniques de contre-insurrection. Parmi les « diplômés » de cette « école des dictateurs et des tortionnaires », on comptait des généraux putschistes comme Augusto Pinochet au Chili, des dictateurs comme le dirigeant panaméen Manuel Noriega et des chefs d'escadrons de la mort, comme le général Roberto D'Aubuisson du Salvador, dont les tueurs ont assassiné l'archevêque Oscar Romero.

Les États-Unis ont lancé leur guerre spéciale la plus longue contre Cuba en 1960. Des attentats ciblés contre le leader révolutionnaire Fidel Castro, l'assassinat d'enseignants pendant la campagne d'alphabétisation, des attaques terroristes contre des avions et des bateaux civils et le sabotage

économique ont été les éléments d'une guerre de basse intensité coordonnée par la CIA, qui a déjà fait plus de 3 400 morts parmi les Cubains au cours des premières années. Une invasion de mercenaires soutenue par les États-Unis dans la Baie des Cochons a toutefois échoué en avril 1961 en raison de la mobilisation rapide des forces armées révolutionnaires, mais aussi du manque de soutien de la population cubaine à l'invasion des anciens tortionnaires, des grands propriétaires terriens et des gangs mafieux. Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont notamment misé sur le blocus économique de l'île – couplé à un soutien financier de cercles contre-révolutionnaires marginaux à Cuba même, et d'associations de droite cubaines en exil aux États-Unis ainsi qu'à une guerre de propagande massive, par exemple avec Radio Marti, qui émet depuis Miami en direction de Cuba. Le fait que Cuba ait maintenu jusqu'à aujourd'hui son cap socialiste et anti-impérialiste montre en même temps les limites de l'efficacité stratégique d'une guerre spéciale face à une population politiquement éclairée, consciente et organisée sous une direction révolutionnaire.

Le véritable développement de la doctrine de la guerre spéciale a commencé au début des années 60 sous la présidence américaine de John F. Kennedy. Le conseiller militaire spécial de Kennedy, le général Maxwell Taylor, a développé une conception stratégique pour une « guerre spéciale » en tant que chef d'État-major des armées, avant d'être envoyé à Saïgon en 1964 en tant qu'ambassadeur américain pour mettre en pratique cette stratégie au Vietnam. Taylor distinguait trois formes de guerre auxquelles les États-Unis devaient se préparer : la guerre nucléaire mondiale, les guerres limitées et locales et les guerres spéciales. La particularité des guerres spéciales était que les États-Unis, en tant que véritable agresseur, ne devaient pas engager leurs propres unités de combat, mais se contentaient de soutenir les forces locales avec des conseillers et du matériel américains, autant dans la lutte contre l'insurrection afin de soutenir les régimes alliés que pour renverser les régimes adverses. Cela devait permettre d'économiser des coûts et de maintenir le tribut de sang de l'armée américaine à un niveau minimal, afin d'éviter toute résistance politique interne à une participation à une guerre extérieure. En outre, il s'agissait d'éviter une confrontation directe entre les forces armées de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, avec un potentiel d'escalade incalculable. Enfin, le but était également de dissimuler l'ingérence étrangère par l'utilisation de forces locales, afin de légitimer les agresseurs aux yeux de la population locale. « La "guerre spéciale" n'est donc que l'expression militaire du néocolonialisme – tout comme les corps expéditionnaires étaient

l'expression militaire du colonialisme classique. Or, alors que ces derniers s'appuyaient en partie sur les propres forces militaires des puissances coloniales, sur des soldats coloniaux enrôlés et sur des groupes d'intervention tels que la Légion étrangère française, dans la "guerre spéciale" les Américains se limitent à fournir les armes et les dollars, les avions et les pilotes, le commandement stratégique et tactique - des officiers "conseillers" jusqu'au niveau de la compagnie - c'est-à-dire tout sauf la "chair à canon" »(5), explique le journaliste australien Wilfred G. Burchett. Il s'était rendu au Vietnam en 1963 pour couvrir cette première grande mise en pratique du concept de guerre spéciale de Taylor, après avoir intégré le Front de libération nationale vietnamien.

Guerre spéciale en Indochine

Depuis le printemps 1961, les forces spéciales américaines menaient déjà des opérations clandestines de sabotage et d'assassinat contre le Front national de libération du Sud Viêt Nam (FNL) au Sud-Vietnam même, sur le territoire de la République démocratique du Vietnam et au Laos voisin. Mais, selon une commission dirigée par le général Taylor et l'économiste Walt Whitman Rostow, ce sont les troupes du régime vassal sud-vietnamien de Ngo Dinh Diem à Saigon qui devaient apporter la contribution décisive dans la lutte contre la guérilla. Pour ce faire, les États-Unis ont envoyé des dizaines de milliers de conseillers militaires au Sud-Vietnam. Fin 1961, la CIA a commencé à former les membres des tribus montagnardes de la province sud-vietnamienne de Darlac afin qu'ils constituent des groupes armés pour lutter contre le Front de libération. Elle a également mis à disposition des moyens importants pour la création d'unités spéciales contre-révolutionnaires sous le commandement du frère de Diem, Ngo Dinh Nhu. Ces unités, en collaboration avec la police secrète de Saigon, menaient des actions subversives visant à discréditer le Front de libération, traquaient ses prétendus partisans et les interrogeaient, les torturaient et les assassinaient.

La commission Taylor-Rostow a également identifié la composante psychologique d'une lutte réussie contre la guérilla. Afin d'élargir la base sociale du régime de Diem, qui était une dictature familiale, la commission a demandé un programme de réformes sociales limitées telles que l'annulation d'une partie des dettes des paysan-es et l'amélioration de l'enseignement et des soins médicaux dans les campagnes. Afin de couper les liens avec la guérilla, le gouvernement de Saigon a ordonné en août 1962, sur base d'un « concept stratégique pour le Vietnam » élaboré par le Conseil national de sécurité des États-Unis, le déplacement de la population

rurale vers des « villages stratégiques ». Les conseillers militaires américains, les employés de la CIA et les représentants des organisations civiles américaines d'aide à l'étranger avaient les pleins pouvoirs pour susciter des déplacements forcés de population.

En octobre 1963, 8,7 millions de Vietnamiens avaient déjà été déplacés dans plus de 7 200 colonies de ce type, protégées par des fils barbelés et des mines. Le régime de Saïgon se vantait déjà de ce que « toutes les actions de l'ennemi de la nation ont été bloquées et les bases de son organisation ébranlées ». Mais les paysan-es, forcées de s'installer dans les « villages stratégiques », ont opposé une résistance de plus en plus acharnée. Soutenus par la guérilla, de nombreux villages se sont soulevés contre les soldats de Saïgon qui se posaient en « protecteurs ». L'armée de Saïgon, soutenue par l'armée américaine avec des hélicoptères de combat, s'est montrée incapable de pacifier militairement ne serait-ce qu'une seule des principales régions face à des tactiques de guérilla très mobiles et pleines d'initiatives. De plus, compte tenu le caractère de classe du régime de Saïgon, celui-ci s'est révélé incapable de réaliser même une partie de son programme de réformes sociales. Alors que les manifestations se multipliaient dans les villes, le nombre de déserteurs de l'armée de Saïgon augmentait fortement et les unités spéciales contre-révolutionnaires se dissolvaient en de nombreux endroits.

« Les forces impérialistes ne voulaient pas s'avouer que l'échec de leur concept contre-révolutionnaire était tout aussi prévisible que la montée en puissance du FLN en tant qu'organisation forte, résolument orientée vers le développement de la lutte révolutionnaire. Elles ne voulaient pas voir que le succès du FLN face à un adversaire bien supérieur sur le plan matériel et technique s'expliquait aussi par le fait que son programme avait toujours bénéficié d'un large soutien de la population vietnamienne », peut-on lire dans une étude publiée par les éditions militaires de la RDA sur l'échec de la guerre spéciale des États-Unis comme option stratégique en Indochine.(6) Sous le successeur de Kennedy, Lyndon B. Johnson, les États-Unis sont passés à la « guerre localisée », avec des raids aériens à grande échelle sur la République démocratique du Vietnam puis, finalement, avec le déploiement massif de soldats américains. Le lourd tribut de sang que les conscrits américains ont dû payer a été une raison essentielle de l'émergence d'un vaste mouvement anti-guerre aux États-Unis qui, avec la résistance et le sacrifice du peuple vietnamien, a forcé le retrait des États-Unis du Vietnam en 1973.

Après cet échec provisoire de la guerre spéciale en tant que stratégie, celle-ci n'a connu un renouveau que dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan. On peut notamment citer la contre-guerre violente contre le Nicaragua sandiniste et la campagne sanglante de contre-insurrection contre la guérilla de gauche au Salvador, ainsi que le soutien américain aux moudjahidin islamistes en Afghanistan après l'invasion soviétique.

Gladio et la stratégie de la tension

La guerre spéciale n'avait pas complètement disparu de la scène dans la deuxième moitié des années 1970. Elle s'est seulement déplacée vers l'intérieur, dans les pays de l'OTAN eux-mêmes.

En Italie et en Turquie notamment, une secrète « armée de l'ombre » de l'OTAN est devenue active, connue aujourd'hui, suite à sa découverte en 1990, sous le nom de sa branche italienne Gladio. Dans les pays européens de l'OTAN, y compris la Turquie, ainsi que dans certains pays neutres comme la Suède, la Finlande, l'Autriche et la Suisse, un réseau de groupes armés secrets (des cellules stay-behind) existaient en partie depuis la fin des années 1940. Son rôle « officiel » était d'organiser la résistance dans les pays occupés en cas d'invasion soviétique. Cette force, dont la direction était assurée par le Allied Clandestine Committee (ACC, également Allied Coordination Committee) en tant que département de l'OTAN pour les opérations clandestines, ainsi que par le « Clandestine Planning Committee » du Supreme Headquarters Allied Powers Europe (Shape) à Bruxelles, reposait sur des accords secrets conclus lors de l'adhésion à l'OTAN. L'existence de Gladio, financée par les budgets occultes des services secrets, a été dissimulée aux parlements des États membres. Les paramilitaires de l'OTAN, formés par les forces spéciales américaines et les unités SAS (Special Air Service) britanniques, étaient recrutés parmi des forces strictement anticomunistes et composée notamment d'anciens membres de la Waffen SS en Allemagne, de fascistes mussoliniens en Italie, ainsi que de Loups gris (Ülkü Ocakları) en Turquie. Les stratèges de l'OTAN étaient préoccupés par la force des partis communistes et socialistes dans certains pays européens.

En particulier, en cas de victoire électorale de la gauche en Italie, on craignait un affaiblissement de l'OTAN de l'intérieur. Dans ce pays, Gladio a adopté dans les années 70 une « stratégie de la tension ». Les attentats terroristes avaient pour but de discréditer les partis de gauche et d'effrayer la population, afin de promouvoir l'appel à un état fort et de porter au

pouvoir un gouvernement autoritaire de droite. Gladio a enlevé, torturé et assassiné des personnes, manipulé les médias et démantelé des groupes d'opposition. L'attentat le plus sanglant a eu lieu le 2 août 1980 à la gare de Bologne, faisant 84 morts. « Ces massacres ont été organisés ou soutenus par des personnes travaillant dans des institutions de l'État italien et par des hommes liés aux services secrets américains », a constaté une commission d'enquête du Sénat à Rome en 2000.

C'est en Turquie que la stratégie de la tension a fait le plus de victimes dans la seconde moitié des années 1970. L'organisation Gladio y avait été créée dès 1953, un an après l'adhésion de la Turquie à l'OTAN, en tant qu'« organisation antiterroriste ». Elle était hébergée dans le même bâtiment que la mission militaire américaine. En 1964, cette structure a été directement rattachée à l'État-major général sous le nouveau nom de « Bureau de la guerre spéciale ». Les unités opérationnelles, connues sous le nom de contre-guérilla, ont été recrutées en grande partie dans les rangs des Loups gris, l'organisation paramilitaire de jeunesse du MHP. Son chef, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, avait lui-même suivi une formation de guerre spéciale aux États-Unis dans les années 1950. L'activité de ce bureau reposait sur un mot d'ordre copié mot pour mot d'un manuel américain sur la guerre non conventionnelle, qui prévoyait la formation de groupes opérant secrètement. Leurs tâches comprenaient les assassinats, les attentats, les attaques, la torture, les enlèvements, le sabotage et la politique de désinformation. Entre le milieu des années 1970 et le coup d'État du 12 septembre 1980, environ 5 000 personnes – pour la plupart des partisans de gauche, des syndicalistes, des aléviens et des Kurdes – sont mortes dans des affrontements semblable à des guerres civiles. Avec des attaques comme le massacre de la place Taksim du 1er mai 1977, le pogrom des aléviens à Maras en 1978 et des assassinats ciblés, notamment celui du leader syndicaliste socialiste Kemal Türkler, la contre-guérilla préparait l'ambiance du putsch du 12 septembre au sein d'une population déstabilisée. Le leader de ce coup d'État, qui a écrasé dans le sang la gauche, alors puissante, et le mouvement ouvrier pour imposer un régime d'accumulation autoritaire et néolibéral, était le général Evren, directeur de l'Office de la guerre spéciale, qui s'est ensuite autoproclamé chef d'État. Alors qu'avec la fin de la guerre froide, les unités Gladio ont été dissoutes dans les pays européens (même si dans la plupart des cas, une enquête publique à ce sujet a été prévenue), la contre-guérilla est restée active en Turquie. Les forces irrégulières ont alors déplacé leur zone d'activité principalement dans les régions kurdes du pays, fusionnant avec la mafia sur fond de « sale guerre ».

L'OTAN en plein djihad

Parmi certains commentateurs d'orientation libérale au sein des médias occidentaux, la coopération avérée de l'armée turque de l'OTAN avec des islamistes comme la branche d'Al-Qaida Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et même l'État islamique (EI) en Syrie et en Irak a suscité l'irritation. Après tout, depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'OTAN s'est déclarée en « guerre contre le terrorisme » à l'échelle mondiale. Mais dans sa politique d'alliance avec les djihadistes, la Turquie évolue sur des rails bien rodés. En effet, depuis les années 80, les États-Unis et l'OTAN ont toujours fait appel à des forces islamistes en tant que troupes auxiliaires afin d'atteindre leurs objectifs géopolitiques. En 1979, le président américain Jimmy Carter a ordonné un soutien occulte aux opposants islamistes du gouvernement laïc de gauche en Afghanistan. L'objectif était de provoquer une invasion soviétique, afin que « les Russes tombent dans le piège afghan » et aient enfin « leur guerre du Vietnam », comme l'a reconnu plus tard avec franchise Zbigniew Brzeziński, le conseiller du président américain aux questions de sécurité nationale. Sous le successeur de Carter, Ronald Reagan, le soutien armé et financier aux moudjahidin, par le biais des services secrets pakistanais, est devenu la plus grande opération clandestine de l'histoire de la CIA. Entre 1982 et 1992, environ 35 000 djihadistes de 40 pays ont été recrutés pour le « djihad » contre l'Union soviétique. L'endoctrinement idéologique des volontaires a d'abord eu lieu dans des écoles coraniques wahabites au Pakistan, financées par des fonds saoudiens, puis ils ont suivi l'entraînement à la guérilla dirigé par la CIA dans des camps d'entraînement entretenus par les services secrets pakistanais.

Oussama Ben Laden, fils d'entrepreneur saoudien fortuné, a été un recruteur efficace de nouveaux « guerriers de Dieu ». Avec le bureau de recrutement des moudjahidin (MAK, Maktab al-Khidamat) existait depuis le milieu des années 80 la base opérationnelle à partir de laquelle Al-Qaïda, dirigée par Ben Laden, a vu le jour au début des années 90. « Al-Qaida, littéralement 'la base de données', était à l'origine un fichier informatique contenant les milliers de moudjahidin recrutés et entraînés avec l'aide de la CIA pour vaincre les Russes », a révélé l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères Robin Cook le 7 juillet 2005 dans le Guardian. Le plan de Brzeziński a fonctionné. La guerre de dix ans dans l'Hindou Kouch a largement contribué à l'effondrement de la domination soviétique.

A partir de 1992, les combattants islamistes ont afflué d'Afghanistan vers la

Yougoslavie, où une guerre civile sanglante faisait rage. Une fois de plus, les intérêts tactiques de l'OTAN, qui voulait mettre à genoux la Yougoslavie résiduelle résistante sous la présidence serbe de Slobodan Milosevic, se sont croisés avec ceux d'Al-Qaïda. Avec l'approbation du président américain Bill Clinton, environ 4 000 combattants d'Al-Qaïda ont été armés et formés par l'armée bosniaque musulmane, tandis que les avions de combat de l'OTAN fournissaient un soutien aérien aux troupes de choc djihadistes. Bien entendu, Al-Qaïda ne s'est jamais considéré comme une troupe de mercenaires de l'OTAN. Les États-Unis étaient plutôt considérés par les islamistes comme l'ennemi stratégique, ce qui n'excluait pas des alliances tactiques comme en Afghanistan et en Bosnie. Après les attentats d'Al-Qaïda contre le World Trade Center et le Pentagone le 11 septembre 2001, les troupes de l'OTAN ont envahi l'Afghanistan. Avec les talibans, les « élèves » des madrasas pakistanaises créées dans les années 80 avec l'aide de l'Arabie saoudite et de la CIA y avaient entre-temps pris le pouvoir. Alors que l'administration Obama a approfondi sa guerre des drones contre Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan, dès 2011, le rapprochement tactique entre l'OTAN et les djihadistes s'est à nouveau produit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Ainsi, en 2011, les partisans libyens d'Al-Qaïda constituaient le fer de lance militairement le plus expérimenté de l'insurrection contre le régime de Mouammar Kadhafi. Les combattants islamistes ont reçu le soutien aérien de l'OTAN. En Syrie également, les États-Unis et leurs alliés – notamment la Turquie et les États du Golfe – n'ont pas hésité à armer les combattants djihadistes pour renverser le régime du président Bachir el-Assad. Ainsi, dès 2012, les services de renseignement du Pentagone (DIA, Defense Intelligence Agency) qualifiaient de « les salafistes, les Frères musulmans et AQI (Al-Qaïda en Irak) » comme les « principaux moteurs de l'insurrection en Syrie ». La DIA considérait la « possibilité de création d'un califat salafiste en cours de constitution ou non officiellement déclaré dans l'est de la Syrie ». C'est « exactement ce que veulent les partisans de l'opposition pour isoler le régime syrien et endiguer l'expansion chiite en Irak par l'Iran », a indiqué la DIA en évoquant l'opportunité stratégique pour les objectifs géopolitiques de l'Occident, des États du Golfe et de la Turquie. Lorsque l'État islamique (EI) est né d'une partie d'Al-Qaïda et a proclamé son califat transfrontalier, commençant ainsi à menacer la sécurité du monde occidental par des attentats dans les pays européens, les États-Unis ont pris la tête d'une coalition internationale anti-EI en 2014. Il s'agissait désormais d'endiguer les djihadistes devenus incontrôlables. La lutte contre les cellules dormantes de l'EI est aujourd'hui encore invoquée par les troupes américaines, après le

démantèlement de la domination territoriale de l'EI, comme légitimation justifiant leur présence dans le nord de la Syrie.

Une sale guerre au Kurdistan

La Turquie s'est révélée être un élève modèle de la doctrine américaine de guerre spéciale, pouvant en même temps s'appuyer sur sa propre expérience remontant aux Jeunes Turcs de l'Empire ottoman. Dans les régions kurdes de l'est de la Turquie, l'armée menait déjà une guerre spéciale depuis le milieu des années 80 et le début de la lutte armée de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour ce faire, l'armée a procédé à des évacuations et des destructions systématiques de quelque 4 500 villages afin d'isoler la guérilla de la population. En utilisant les structures tribales féodales, l'État a recruté et armé contre le PKK des dizaines de milliers de soi-disant « protecteurs de village », souvent constitués des guerriers tribaux des chefs de clan liés aux partis au pouvoir. Un autre élément de la guerre spéciale était les assassinats commis par des « auteurs inconnus », dont ont été victimes environ 17 000 civil-es kurdes, y compris des politicien-nes de partis kurdes légaux comme le HADEP et des intellectuel-les comme l'écrivain Musa Anter. Les escadrons de la mort du service de renseignement de la gendarmerie Jitem, illégaux même aux yeux des lois turques, recrutaient parmi les criminels libérés ayant des liens avec les Loups gris. A cela s'ajoutait l'organisation terroriste kurde sunnite Hezbollah qui, sous la protection de l'État, assassinait les partisan-nes prétendument infidèles du mouvement de libération. Un élément particulier de la guerre spéciale a été la violence sexuelle systématique contre les femmes exercée par les forces de contre-guérilla irrégulières. La guerre spéciale turque au Kurdistan a été et est menée avec le soutien et la coordination de l'OTAN. L'Allemagne, en particulier, ne fournit pas seulement les armes pour cette sale guerre, mais tente également, de par l'interdiction du PKK en tant qu'organisation, de couper le soutien politique et financier de la diaspora kurde vers le mouvement de libération.

Aujourd'hui, la Turquie, qui occupe des territoires dans le nord de la Syrie, mène une guerre de basse intensité « exemplaire » contre l'Administration autonome de la Syrie du nord et de l'est. Les tirs d'artillerie sur les villages, les enlèvements de civil-es, les attentats contre les chefs de tribu – ayant pour objectif de monter les différentes composantes ethniques et religieuses de la région les unes contre les autres –, l'incendie des récoltes et le blocage de l'approvisionnement en eau potable sont autant d'éléments de cette guerre spéciale. La Turquie s'appuie sur une armée de mercenaires

composée de djihadistes, dont d'anciens membres de l'EI, qui opèrent sous commandement turc. Avec les États-Unis émergent tout au plus des différences tactiques, malgré leur alliance tactique avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) contre l'EI dans le nord de la Syrie. En effet, les alliés de l'OTAN s'accordent sur l'objectif stratégique d'anéantir le Mouvement de libération kurde en tant que moteur de la révolution au Proche et au Moyen-Orient. Dans le même temps, ce n'est qu'une question de temps avant que l'OTAN ne mette en marche l'armée de mercenaires islamistes de dix mille personnes, dont de nombreux Ouïghours et Caucasiens, déployée sous la protection de la Turquie dans le nord de la Syrie, pour une nouvelle guerre spéciale contre la Chine et la Russie, adversaires stratégiques de l'Occident.

Nikolaus Brauns, janvier 2022

Notes

- (1) US-Army Field Manual 3-05.130.
- (2) U.S. Government Counterinsurgency Guide, janvier 2009.
- (3) Michael McClintock : Instruments of Statecraft : U.S. Guerilla Warfare, Counterinsurgency Counterterrorism, 1940-1990, New York 1992.
- (4) McClintock, p.59.
- (5) Wilfried G. Burchett, Partisans contre généraux, Berlin/RDA 1965.
- (6) Angelika Bator : USA-Politik gegen Asien : Strategische Grundzüge nach dem zweiten Welt- Krieg, Berlin/RDA 1986, p.108 et suivantes.



serhildan.org
@reseauuserhildan

Site d'information sur le Kurdistan et réseau internationaliste de solidarité.